



## PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 13 MAI 2015

### CONVOCATION

Le 7 mai 2015, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le mercredi 13 mai 2015 à 19 h 30 en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

-Approbation du procès-verbal de la réunion du 29 avril 2015.

#### 1 -Elaboration du P.L.U. :

- 1-1 - Désignation du Bureau d'Etudes suite à l'appel d'offres
- 1-2 - SPL "I.D. 83" - Avenant à la mission A.M.O. "Elaboration du cahier des charges"
- 1-3 - Diagnostic agricole - proposition financière de la Chambre d'Agriculture via le G.I.E. "Terres et Territoires"
- 2 - Acquisitions foncières - Prise en considération de la proposition de vente des héritiers de M. Claude TAXIL pour une remise (Les Ferrages)
- 3 - Dénomination de la déviation située entre la rue République et la Route de Vins
- 4 -SYMIELECVAR - Convention permettant de demander des Certificats d'Economie d'Energie

#### 5 - Dossier "Enfance"

- 5-1 - Projet Educatif De Territoire (P.E.D.T.) 2015/2018
- 5-2 - Tarifs scolaires et extra scolaires
- 5-3 - Personnel scolaire et extra scolaire
- 5-4 - Transport scolaire - Financement avec une demande de participation des familles
- 5-5 - Fédération des Œuvres Laïques (F.O.L.) - Convention de mise à disposition de locaux pour l'organisation de stages BAFA et BAFD

6 - Personnel communal

6-1 - Modification des caractéristiques du temps de travail des agents en C.D.D.

6-2 - Contrats de saisonniers pour l'été

7 - Acquisitions de véhicules (berline et camion) et de matériel (radar pédagogique, vitrines d'affichage, barrières avec balconnières et miroir de circulation, mobilier scolaire et pour la médiathèque)

8 - Indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) pour 2014 - Exercice 2015

9 - Décisions modificatives au budget 2015

10 - Présentation du nouveau site internet officiel de la Commune

11 - Question écrite de M. TORRESILLA concernant les travaux d'embellissement de façades et le périmètre concerné dans le centre ville (aide financière de la C.C.C.P.)

12 - Questions orales

## PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le **mercredi 13 mai 2015**, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

**Présents** : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - NAL André - VERDON Pierre -- LANGE Gaby - BENTOUMI Christian - RIHAL Pascale - MIONET Marie-Thérèse - TORRESILLA Claude - REES Pénélope - VOLANTE Florence - - GAQUIERE Ingrid - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

**Absents excusés** : MM. GIRAUD Xavier (procuration donnée à Christian DEBAQUE) - BOSSUGE Brigitte (procuration donnée à Jacqueline TURINELLI) - BOULE-AMPHOUX Isabelle.

soit 24 présents et 2 pouvoirs donc 26 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.



**-Approbation du procès-verbal de la réunion du 29 avril 2015.**

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 avril 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

**Monsieur KINET** : « En réalisant la liste des associations qui ont demandé une subvention, j'ai constaté qu'une association avait changé de nom dans l'une des délibérations. Je ne veux pas polémiquer comme lors de la dernière réunion mais je pense qu'il faudra annuler la délibération en partie car la demande n'était pas faite à ce nom-là. Je m'abstiendrai donc pour le vote sur ce Procès Verbal »

**Monsieur TORRESILLA** : « Suite à la lecture du Procès Verbal reçu, je reviens sur les décisions concernant votre délégation. Il s'agit encore du dossier JAPEL. Le 24 mars 2014, en Conseil Municipal..... »

**Monsieur SAULNIER** : « Je vous arrête tout de suite parce qu'une interpellation de votre part par courriel a été adressé aujourd'hui à tout le Conseil Municipal. La réponse vous sera faite également par email. Je vous rappelle que la règle est d'adresser 5 jours avant la date de la réunion du Conseil Municipal les questions écrites. La réponse sera transmise à tous les conseillers.

**Monsieur TORRESILLA** : « Je souhaitais intervenir à propos de l'approbation du Procès Verbal »

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 avril 2015,

A la majorité: **2 CONTRE** (MM. TORRESILLA et KINET) et **6 ABSTENTIONS** (MM. BENTOUIMI-VERDON-COEURDEUIL-PAZ-FOURNEL-GAULET),

**APPROUVE** ce document.

**1 -Elaboration du P.L.U. : (pour information - pas de délibération avec vote vu la délégation donnée au Maire pour la passation des marchés inférieurs à 90.000 €)**

### **1-1 - Désignation du Bureau d'Etudes suite à l'appel d'offres**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Commission d'Appel d'Offres s'est réunie à deux reprises, une première fois le 13 avril 2015 pour ouvrir les plis reçus des candidats, juger si leurs dossiers étaient administrativement recevables, constater le montant de la proposition d'honoraires de chacun, puis confier la préparation de l'analyse des offres à la SPL « ID 83 », en sa qualité d'A.M.O.. Cette analyse a été présentée à la seconde réunion de la Commission d'Appel d'Offres qui s'est tenue le 5 mai 2015. Les différents critères de notation ont été appliqués aux offres reçues et les notes attribuées. Le Cabinet « BEGEAT » a été retenu par la Commission d'Appel d'Offres pour un montant d'honoraires de 66.900 € TTC. Le Conseil Municipal ayant donné délégation à Monsieur le Maire pour passer les marchés à concurrence d'un maximum de 90.000 € HT, il prend note de ces informations. M. le Maire précise qu'un délai de recours des autres candidats soumissionnaires doit être respecté avant de signer le marché (16 jours à compter de l'envoi du courrier de rejet).



**Monsieur FOURNEL** : « Le Front National s'était abstenu lors du vote relatif à l'élaboration du PLU bien que nous étions tout à fait d'accord pour que le PLU se fasse.

Aujourd'hui, je voterai contre car le Conseil Municipal, le 17 décembre 2007, avait délibéré pour le même bureau d'Etudes « SDP Conseils » à Aix en Provence pour 65.600 HT. Nous allons encore payer 66 900 € TTC au même Cabinet et je ne trouve pas ça normal. »

**Monsieur TORRESILLA** : « Ce n'est pas le même Cabinet ! »

**Monsieur FOURNEL** : « Autant pour moi. Il demeure que la commune va devoir payer le même montant et repartir de zéro. Pourquoi ne pas reprendre une partie des études précédentes ? »

**Monsieur SAULNIER** : « On ne peut pas partir sur un document non établi et non retenu. »

**Monsieur FOURNEL** : « Comment cela, il n'a pas été établi ? »

**Monsieur SAULNIER** : « Il a été rejeté. »

**Monsieur FOURNEL** : « Rejeté d'accord, mais auparavant il a été approuvé sur la base d'un dossier »

**Monsieur SAULNIER** : « La Cabinet « SDP Conseils » n'a pas participé à l'appel d'offres. Nous avons eu 5 réponses : LUYTON/FAYEL/BEGEAT/CITADIA/GUILBERT. Ce n'est pas qu'une justice de prix, il y a des critères prédéfinis dans le cahier des charges. Les propositions de prix étaient en TTC :

LUYTON :	208.836 €
FAYEL :	64.404 €
BEGEAT :	66.900 €
CITADIA :	86.130 €
GUILBERT :	79.560 €

On doit donc repartir de zéro. Cela a été dit depuis le début »

**Monsieur TORRESILLA** : « Il a été demandé au Cabinet de prendre en compte les études réalisées auparavant. C'est dans le cahier des charges. Je pense que cela a été intégré par les 5 candidats et vérifié par la commission d'appel d'offres. Ils avaient obligation d'utiliser les études précédentes qui datent de 2007/2008. Il y en a certaines qui devaient être obsolètes. »

**Monsieur FOURNEL** : « La différence entre les 208.000 € proposée par un candidat contre les 66.900 € de BEGEAT provient du fait que LUYTON a chiffré une mission complète sans tenir compte des études précédentes. »

**Monsieur SAULNIER** : « Pas du tout, le Cabinet LUYTON a surévalué sa proposition car il ne souhaitait certainement pas travailler sur ce dossier, pour diverses raisons. »

**Monsieur KINET** : « On demande plus d'éléments. Le PLU lancé cette année sera plus fouillé, plus complet que celui de la municipalité précédente. »

**Madame VOLANTE** : « La réglementation a changé aussi. »

**Monsieur SAULNIER** : « Aujourd'hui il faut appliquer le SCOT, la loi ALUR etc...Il y a beaucoup d'éléments à prendre en compte, d'où les documents supplémentaires à prévoir. »

<b>1-2 - SPL "I.D. 83" - Avenant à la mission A.M.O. "Elaboration du cahier des charges"</b>
----------------------------------------------------------------------------------------------

La SPL « ID 83 » a informé M. le Maire qu'un avenant devait être passé à la mission de prestation de service confiée en octobre 2014 pour l'élaboration du cahier des charges préalable à l'étude du P.L.U.. En effet, des prestations supplémentaires et la réalité du temps passé à la réalisation de la mission sont à prendre en considération. La proposition initiale d'un montant de 2.856 € TTC passe à 4.200 € TTC. M. le Maire, prévoyant d'accepter cet avenant, en informe le Conseil Municipal qui en prend note.

**Monsieur TORRESILLA** : « Je suis surpris par le fait que la SPL avait estimé l'élaboration du PLU à 46.200 € TTC. On est aujourd'hui 30% au dessus (+ 20.000 €). L'estimation était très basse. C'est un constat. »

**Monsieur SAULNIER** : « Bien sûr, mais il faut savoir que le cahier des charges a été abondé de beaucoup plus d'éléments que prévu, d'où d'ailleurs l'avenant proposé vu l'augmentation du nombre d'heures de travail. Le cahier des charges établi pour Le Val va servir d'exemple pour toutes les communes intéressées à l'avenir. De plus la SPL « ID 83 » pourra intervenir tout le long de la procédure, à la demande de la commune en sa qualité d'AMO »

**Monsieur TORRESILLA** : « Je voudrais une précision sur le Comité de Pilotage qui va travailler sur le PLU, Comité de Pilotage composé d'élus. Le bureau d'études va travailler sur le côté technique avec l'appui de « ID83 », mais au point de vue politique, ce sont les élus qui doivent intervenir. Le Comité de Pilotage va-t-il être mis en place ou pas ? »

**Monsieur SAULNIER** : « Mais absolument. Il comprendra pratiquement tout le Conseil Municipal. »

**Monsieur TORRESILLA** : « Je pense qu'un Comité de Pilotage plus restreint doit être créé pour un travail efficace »

**Monsieur SAULNIER** : « La Commission d'urbanisme à laquelle on ajoutera des Conseillers disponibles car les réunions se dérouleront la majeure partie du temps dans la journée. Ensuite, il y aura aussi des réunions publiques. »

**Monsieur TORRESILLA** : « Je parle de l'accompagnement du bureau d'études »

**Monsieur SAULNIER** : « Le Comité de Pilotage assurera cet accompagnement. »

**Monsieur TORRESILLA** : « On peut donc acter ce soir qu'un Comité de Pilotage sera créé. »

**Monsieur KINET** : « Le PLU est lancé maintenant. Comment allez-vous traiter les demandes à recevoir dans les prochains jours si elles sont incompatibles avec le futur règlement ? Allez-vous avoir recours au sursis à statuer ? »

**Monsieur SAULNIER** : « Oui parfaitement. Comme par exemple si un projet est déposé sur le terrain près de l'école et qui dérangerait notre ligne de conduite »

**Monsieur TORRESILLA** : « Tant que le PADD ne sera pas établi. On ne pourra pas avoir recours au sursis à statuer »

**Monsieur COEURDEUIL** : « L'avenant à la mission de ID83 m'étonne un peu. Ils ont fourni un travail supplémentaire par rapport au devis d'origine. On passe de 2.856 € à 4.200 €, pourquoi pas 8.000€, pourquoi pas plus ? Comment pouvons-nous estimer la valeur de cette différence ? Rien ne nous permet de mesurer la quantité de travail. Je ne conteste pas la qualité du travail fourni qui est très intéressant et profitable pour nous ».

De plus, vous avez précisé que le Cabinet veut utiliser le cahier des charges comme exemple pour le proposer à d'autres communes. Si je comprends bien, il font un investissement en termes de quantité de travail, recherches très intéressantes, et c'est nous qui finançons pour permettre de vendre leur étude et nous payons la plus-value ! »

**Monsieur SAULNIER** : « Il ne faut pas raisonner ainsi. Il reste peu de communes sans PLU aujourd'hui. »

**Monsieur COEURDEUIL** : « Si ID83 a fait une estimation erronée au départ, c'est leur problème. »

**Monsieur SAULNIER** : « Ce n'est pas une estimation erronée. Nous leur avons demandé plus de prestations pour un PLU plus complet. »

**Monsieur KINET** : « Effectivement, si nous en sommes là c'est qu'au cours des diverses réunions nous avons ajouté des éléments d'études. Le groupe de travail est à l'origine de cet avenant. J'ai demandé personnellement à ce que la SPL assure un suivi jusqu'à l'approbation du PLU. On a aussi demandé des compléments à la mission. Ce n'est pas eux qui en ont décidé ainsi. C'est une demande express de la commission de travail. »



### 1-3 - Diagnostic agricole - proposition financière de la Chambre d'Agriculture via le G.I.E. "Terres et Territoires"

Conformément aux discussions tenues en réunion de la Commission d'Urbanisme et en Conseil Municipal, un diagnostic agricole doit être établi dans le cadre de la procédure du P.L.U.

Une première proposition d'honoraires a été adressée à M. le Maire par le G.I.E. « Terres et Territoires » pour un montant de 17.880 € TTC. M. le Maire a alors contacté la SPL « ID 83 » pour s'étonner du montant élevé de cette prestation et demander qu'une négociation soit menée pour ramener ce prix à un montant plus raisonnable. Après négociation et modification du contenu de l'étude, un nouveau devis a été établi pour un montant de 10.140 € TTC.

M. le Maire, prévoyant d'accepter cet avenant, en informe le Conseil Municipal.

M. TORRESILLA intervient pour attirer l'attention de l'assemblée sur le risque de doublon présenté par cette étude par rapport à la mission confiée à BEGEAT pour l'élaboration du P.L.U., mission qui comprendrait, d'après lui, des prestations similaires.

**Monsieur TORRESILLA :** « Concernant ce diagnostic, nous avons obligation par le SCOT de mener cette étude. Je pense qu'on devrait revoir cette proposition en commission « Agriculture/Urbanisme » car à mon avis certains points semblent douteux. : prestations, délais de 8 mois impartis par la société, ce qui nous amène en janvier 2015 alors que le prévisionnel prévoyait un rendu de l'étude en juin 2014, donc en terme de phasage avec le PLU on ne sait pas ce que cela va donner. Je pense qu'il y a certains doublons entre ce que l'on nous propose et ce qui est prévu dans le cadre du PLU. Il serait intéressant de comparer le devis du PLU et celui du diagnostic agricole pour noter les doublons et permettre à la commune de faire des économies. J'ai des éléments que je pourrai soumettre à la commission avant qu'elle ne décide. D'autre part, il faudrait essayer de compresser le délai de 8 mois (pour 15 jours de travail). Le bureau d'études demande d'autre part à la commune de lui fournir le cadastre numérisé. Ce cadastre n'existe pas. »

**Monsieur KINET :** « Le cadastre numérisé est prévu dans le PLU donc pas disponible immédiatement. »

**Monsieur SAULNIER :** « Une réunion avec le bureau d'étude est nécessaire. »

**Monsieur TORRESILLA :** « Il serait bon que ce devis soit discuté en réunion de commission avec tous les éléments que je tiens à disposition. »

**Monsieur SAULNIER :** « Je te propose de rédiger une note sur le diagnostic pour le présenter à la commission et je mets en attente ce devis. »

**Monsieur LANGE :** « Ne pourrait-on pas demander à BEGEAT de faire une proposition pour ce diagnostic agricole. Il serait peut-être moins cher. »

**Monsieur SAULNIER :** « BEGEAT va s'adresser à un bureau d'études ou peut être aussi au GIE « Terres et Territoires ». Dans le cas présent, la commune maîtrise l'étude. »

### 2 - Acquisitions foncières - Prise en considération de la proposition de vente des héritiers de M. Claude TAXIL pour une remise (Les Ferrages)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les héritiers de M. TAXIL Claude ont mis en vente une remise située quartier « Le Paradou », cadastrée Section F n° 527, pour une surface de 132 m<sup>2</sup>, au prix de 75.000 €.



La localisation de ce bâtiment et ses caractéristiques ont incité Monsieur le Maire, dès l'annonce de cette vente, à proposer aux Conseillers Municipaux, membres notamment de la commission des finances et de la commission d'urbanisme, d'entamer des négociations avec les vendeurs afin d'anticiper toute préemption de la Commune après réception d'une déclaration d'intention d'aliéner.

Un accord ayant été donné, Monsieur le Maire a entamé lesdites négociations et un accord a été trouvé avec le porte-parole des héritiers, M. Jean-Jacques CLAUS, d'une part sur le fait de vendre cette remise à la Commune, et d'autre part de ramener le prix de vente à 70.000 €.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur ce projet d'acquisition, au titre des réserves foncières.

**Monsieur FURNEL :** « Je voudrais savoir quel est l'intérêt de cette acquisition pour les Valois si ce n'est que pour y stocker du matériel ? »

**Monsieur SAULNIER :** « Actuellement nous avons des véhicules stationnés dans des garages que nous louons (CCFF) ou dans la cour de la Mairie. »

**Monsieur FURNEL :** « Quel est le montant du loyer ? Si on le compare au prix d'achat de 70.000 € pour simplement stocker du matériel !... »

**Monsieur BENTOUMI :** « Cette remise est en fait un ancien moulin. C'est un monument historique du Val. Provisoirement il sera affecté au stockage de matériel mais par la suite, il peut devenir une galerie d'art, une salle d'exposition... »

Cette acquisition est donc utile pour la commune. Il ne fallait pas passer à côté de cette vente. »

**Monsieur LANGE :** « Je connais le bâtiment. Il est en très bon état, la toiture aussi. C'est un vestige d'un ancien moulin. A l'intérieur il y a deux petites voutes et cela aurait été dommage de laisser passer ça. »

**Monsieur FURNEL :** « Je vous remercie de ces précisions. Mais quel est le montant du loyer du garage du véhicule du CCFF ? »

**Madame BREBAN :** « Le loyer est de 900 € par an. »

**Monsieur TORRESILLA :** « On avait dit qu'on essaierait de faire une proposition groupée au vendeur pour négocier le prix au mieux. »

**Monsieur SAULNIER :** « La proposition a été faite à Monsieur CLAUS mais il n'est pas seul et négocie avec les autres héritiers qui semblent favorables à vendre à la commune. »

**Monsieur TORRESILLA :** « Si on doit prendre une délibération pour préempter le terrain de St Jacques, il faut qu'on le fasse. »

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'article L 1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier,

Vu l'extrait du plan cadastral de la Section F à l'échelle 1/625<sup>ème</sup>

Vu l'offre de vente exprimée par les héritiers de M. TAXIL Claude, en la personne de M. Jean-Jacques CLAUS,

Vu l'article 1042 du Code Général des Impôts portant exonération fiscale des acquisitions immobilières à titre onéreux par les collectivités publiques locales,

Vu le décret n° 86-455 en date du 14 mars 1986, ensemble l'arrêté ministériel en date du 5 septembre 1986, relatifs notamment aux limites de compétence domaniale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1986 relatif aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités, et portant le seuil de consultation obligatoire des services des Domaines à 75.000 €

Vu l'avis des Services des Domaines du 20 avril 2015,

Considérant que ce bâtiment (garage) pourra être utilisé pour le stockage du matériel municipal divers, dans un premier temps, et être inscrit dans les réserves foncières de la Commune,

**PREND EN CONSIDERATION** cette proposition de cession de ce bâtiment en nature de garage édifié sur l'entière parcelle F 527 lieu-dit « Le Paradou » pour 132 m<sup>2</sup> au prix de 70.000 € faite par les héritiers de M. Claude TAXIL.

**DECIDE** l'acquisition par la Commune de cette unité foncière au prix de 70.000 €

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 21 du budget communal 2015

**AUTORISE** Monsieur le Maire à accepter ladite acquisition et à consentir les engagements en découlant au nom et pour le compte de la Commune, aux charges et conditions usuelles en la matière, aux termes de l'acte de vente qui sera reçu par le Notaire du vendeur.

### 3- Dénomination de la déviation située entre la rue République et la Route de Vins

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, conformément à l'article L 2121-29 du C.G.C.T. et aux dispositions du décret 94-1112, le Conseil Municipal est l'autorité compétente pour l'odonymie.

Il indique à l'assemblée délibérante que la voie communale reliant la Rue République à la Route de Vins, soit la déviation, doit recevoir un nom.

Monsieur le Maire propose la dénomination suivante :

-rue du Jardin pour 280 ml

Monsieur KINET : « Je n'ai pas été informé de cette proposition. »

Monsieur FOURNEL : « Moi non plus. J'ai appris par un ancien élu que le jardin des Gorguettes a été donné à la commune par son propriétaire.

Monsieur SAULNIER : « Tout à fait. »

Monsieur FOURNEL : « On pourrait honorer cette personne à cette occasion. »

Monsieur BENTOUMI : « Cela n'a pas été un don, pas du tout, mais une acquisition, certes à un prix négocié par Monsieur Alfred GAUTIER, mais ce n'était pas un don. Monsieur GAUTIER ne voulait pas que cette propriété soit vendue à un promoteur. Il disait que le parc deviendrait le Central Park du Val. Le prix a été raisonnable. »

Monsieur PAZ : « Quel est le nom du quartier ? C'est bien « St Benoît »

Monsieur SAULNIER : « Y a-t-il d'autres propositions ? »

Monsieur KINET : « Il y a quelques mois, il a été question de donner le nom d'un ancien syndicaliste mineur du Val à une voie publique. Cette personne est d'ailleurs celle qui a monté le drapeau tricolore au campanile le jour de la libération du Val ?



## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment en son titre IV,

Vu le Plan d'Occupation des Sols de la Commune

Vu le plan de situation de la voie,

Considérant que l'assiette de cette voie et celle de ses dépendances sont la propriété de la Commune, appartenant à son domaine public communal,

Considérant l'obligation pour les Communes de dénommer ses voies conformément aux directives du décret n° 94-1112,

**A l'unanimité moins une abstention : M. KINET**

**DECIDE** de compléter le réseau de voirie du domaine public comme suit :

-n° 441 rue du Jardin pour 280 ml

**DEMANDE** à Monsieur le Maire de bien vouloir procéder aux démarches nécessaires pour la notification de cette nouvelle dénomination aux services concernés (LA POSTE, le SDIS et le CDI notamment).

### **4 - SYMIELECVAR - Convention permettant de demander des Certificats d'Economie d'Energie**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que suite au diagnostic énergétique réalisé sur la Commune par le SYMIELECVAR, les travaux préconisés en vue de réduire les consommations d'électricité sur l'éclairage public ont été réalisés en 2014. Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué.

Monsieur DEBAQUE donne lecture au Conseil Municipal du courrier du SYMIELECVAR proposant la signature d'une convention permettant à ce dernier, en sa qualité de maître d'ouvrage, de déposer un dossier de demande de Certificats d'Economie d'Energie pour le compte des Communes ayant réalisé ces investissements. Ce dépôt de dossier se fera dans le cadre du Plan d'Actions d'Economie d'Energie agréé par le Pôle National des C.E.E..

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal l'autorisation de signer ladite convention.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. DEBAQUE,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** le projet de convention à signer avec le SYMIELECVAR lui donnant pouvoir pour demander des C.E.E.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et à procéder à toutes les démarches nécessaires à son application.



## 5 - Dossier "Enfance"

### 5-1 - Projet Educatif De Territoire (P.E.D.T.) 2015/2018

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de sa réflexion globale sur ses objectifs éducatifs en matière d'enfance et en lien avec la réforme des Rythmes Scolaires, la Commune du VAL a décidé de formaliser son action avec un Projet Educatif de Territoire.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance, qui précise que ce P.E.D.T. va servir à contractualiser les différentes décisions prises sur les temps adjacents au temps scolaire (périscolaire, TAP, pause méridienne). et les autres temps des enfants (Mercredi, Vacances), afin d'avoir un réel projet global, centré autour de l'enfant et non plus de l'élève.

Mme PASQUET donne lecture du projet de P.E.D.T. 2015/2018 à l'assemblée délibérante et le commente.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur le P.E.D.T. proposé.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** le Projet Educatif de Territoire tel que proposé par Mme PASQUET,

**SOLLICITE** l'aide financière de l'Etat et de la Caisse d'Allocations Familiales

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour la mise en application de ce P.E.D.T..

### 5-2 - Tarifs scolaires et extra scolaires

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de la mise en place d'un Projet Educatif de Territoire, et en lien avec la réforme des Rythmes Scolaires, la Commune du VAL a décidé de revoir tous les tarifs relatifs aux prestations scolaires et extra scolaires.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance, qui propose à l'assemblée délibérante les nouveaux tarifs pour les diverses interventions de la Commune dans le cadre de l'Enfance, soit : la garderie municipale, la pause méridienne (repas à la cantine), le centre de loisirs du mercredi et des vacances, les inscriptions aux NAPS.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur les nouveaux tarifs proposés.

Monsieur PAZ : « A-t-on une idée du prix de revient d'un repas de cantine ? »

Madame PASQUET : « Il avoisine les 9€ toutes charges confondues »

Monsieur FOURNEL : « Il faut aussi prendre en compte le gâchis, la perte importante qu'il peut y avoir. »

Madame PASQUET : « Ce point là va être étudié bientôt. »

Monsieur KINET : « Avons-nous une idée du pourcentage des familles concernées par chacun des quotients ? »

Madame PASQUET : « Non pas pour le moment. »

Monsieur FOURNEL : « Les familles s'engagent par trimestre donc ? »

Madame PASQUET : « Oui pour les NAPS. »

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE les nouveaux tarifs scolaires et extra scolaires tels que proposés par Mme PASQUET,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour leur mise en application à compter de la rentrée scolaire 2015/2016.

#### 5-3 - Personnel scolaire et extra scolaire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que suite au redéploiement du personnel embauché pour les NAPS sur la garderie devenue communale, il est nécessaire de créer un emploi contractuel d'Adjoint Technique à temps non complet.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance, qui indique que la création de ce poste est indispensable pour assurer l'entretien des locaux de l'école maternelle à compter de la rentrée scolaire 2015/2016.

Madame PASQUET : « Le fait de décider que la garderie associative demeure municipale ne va pas entraîner une augmentation de personnel. Les agents vont seulement être redéployés entre les services (animateurs). »

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe,

Considérant l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 stipulant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,



Considérant le surcroît de travail incombant aux services municipaux affectés aux écoles,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

DECIDE, pour le bon fonctionnement des services, de créer un emploi d'adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe, en contrat à durée déterminée, à temps non complet, à compter de la rentrée 2015/2016 (toute l'année scolaire hormis durant les vacances)

INDIQUE que le traitement de cet Agent sera basé sur celui du 1<sup>er</sup> échelon du grade d'Adjoint Technique de 2<sup>ème</sup> classe (IB 340- IM 321).

CHARGE Monsieur le Maire de procéder par arrêté à la nomination de la personne qualifiée sur ce poste et lui laisse toute latitude pour convoquer et s'entretenir avec les candidats

PRECISE que les crédits nécessaires à la rémunération de ces emplois sont prévus au budget 2015 (chapitre 012).

<b>5-4 - Transport scolaire - Financement avec une demande de participation des familles</b>
----------------------------------------------------------------------------------------------

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le coût à la charge de la Commune, pour la prise en charge des transports scolaires, s'avère de plus en plus important, aucune participation n'étant demandée auprès des familles.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance, qui porte à la connaissance de l'assemblée délibérante le coût pour l'année scolaire 2014/2015 de cette prestation, soit :

-lycées.....	17.640 € pour 147 élèves, soit 120 €/élève
-collèges.....	24.000 € pour 200 élèves, soit 120 €/élève
-élémentaire.....	3.120 € pour 26 élèves, soit 120 €/élève
-maternelle.....	4.009 € pour 5 élèves, soit 802 €/élève.

Elle précise que pour les élèves de l'élémentaire et de la maternelle, cela concerne uniquement les enfants domiciliés sur la Route de Vins, seul axe sur la Commune à disposer d'une ligne régulière de ramassage scolaire. Elle ajoute que cette prestation isolée peut être jugée discriminatoire et injuste par les familles habitant dans les autres quartiers et devant accompagner leurs enfants par leurs propres moyens.

Mme PASQUET informe également l'assemblée que très rares sont les Communes qui n'appliquent pas la participation financière familiale vu les restrictions budgétaires imposées par la baisse des dotations de l'Etat notamment. De plus, elle pense que, contrairement à ce qu'il est constaté depuis des années, cette participation va inciter les parents à ne pas inscrire leurs enfants à un service dont ils n'ont pas recours ou très peu, sachant que les frais sont dus dès l'inscription, et ce pour l'année scolaire entière, que l'enfant prenne le bus ou pas.

M. le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur les participations proposées.



Monsieur COEURDEUIL : « Les tarifs proposés sont valables pendant combien de temps ? »

Madame PASQUET : « Ils sont révisables chaque année »

Monsieur COEURDEUIL : « On pourra donc annuellement faire le point et voir la rentabilité du service afin de réajuster éventuellement. »

Madame PASQUET : « Si on applique ces nouvelles mesures on fait une économie de 29.000 €. D'autre part, la situation était injuste puisqu'on ne prenait dans le car que les enfants de la maternelle de la Route de Vins. »

Monsieur PAZ : « Si on ramène le coût au mois, on obtient un montant de 6€ ce qui n'est pas dramatique pour le T1 »

Madame PASQUET : « Je vous informe par ailleurs avoir écrit au Conseil Départemental pour signaler que souvent les cars sont en sureffectif avec des enfants droits entre les rangées dans l'allée centrale, donc pas en sécurité.

J'ai demandé à ce que les chauffeurs veillent à éviter cela en demandant aux enfants d'attendre le car suivant. »

Monsieur FOURNEL : « Quelles mesures sont envisagées pour éviter des inscriptions fantaisistes avec des enfants ne prenant le car que de temps en temps. »

Madame PASQUET : « J'attends le résultat de l'enquête du Département et je rencontrerai ensuite les transporteurs. »

Monsieur FOURNEL : « Le transport des élèves à l'extérieur a-t-il été aussi étudié ? »

Madame PASQUET : « Nous avons appris cette semaine, lors d'une réunion avec la FOL 83, que nous avons droit au prêt par la Communauté de Communes Comté de Provence (CCCP) de deux bus avec chauffeur (20 places), à raison de 3 à 4 fois par mois. Je vais donc faire des demandes pour que ces bus soient mis à notre disposition.

Monsieur FOURNEL : « Et le Conseil Départemental ne peut-il pas nous aider ? »

Madame PASQUET : « Non c'est la Communauté de Communes Comté de Provence.

Monsieur FOURNEL : Pour l'achat, j'avais entendu dire que le Département pouvait contribuer. »

Madame PASQUET : « Pour l'achat d'un minibus on peut avoir une subvention de 50% de la Région, mais cela ne concerne pas les NAPS, c'est autre chose. Cela fera l'objet d'une autre intervention. »

Monsieur PAZ : « Ce PEDT est-il modifiable dans l'avenir ? »

Madame PASQUET : « Il est valable 3 ans au niveau des horaires mais on peut modifier toutes les activités comme les locaux.

Monsieur GAULET : « Il y a une différence d'horaires pour l'école élémentaire le vendredi car dans le premier document, il est indiqué 15h00 et dans le PEDT présenté ce soir il est marqué 15h30. »

Madame PASQUET : « C'est cette année que le vendredi était à 15h00, l'an prochain il sera bien à 15h30. »

Monsieur COEURDEUIL : « On constate un désengagement de l'Education Nationale avec un transfert sur les communes sous le couvert de l'IEN. On nous demande de nous engager sur 3 ans, on est contrôlé par l'Education Nationale. »

Madame PASQUET : « Pas du tout ! L'IEN assiste aux réunions en observateur mais n'est pas concernée par les NAPS. »

Monsieur COEURDEUIL : « La dotation de l'Etat va évoluer comment au bout de 3 ans ? »

Madame PASQUET : « La dotation est pérenne. Elle sera révisée dans 3 ans. On verra à ce moment là. Elle est garantie pour 3 ans.

Monsieur FOURNEL : « La CAF n'était pas présente lors des réunions. »

Madame PASQUET : « Effectivement mais je l'ai rencontrée par ailleurs et elle nous aide bien. Elle se déplace souvent. »

Monsieur TORRESILLA : « Peut-on envisager la mise en place d'un abribus grâce à ces économies. Il n'y en a toujours pas à la halte routière ? »

Monsieur SAULNIER : « Un abribus double est prévu par le Département. Je n'ai pas la date de l'installation. J'ai demandé la suppression des arrêts sur la déviation »

Monsieur TORRESILLA : « Même les lignes non scolaires ? »

Monsieur SAULNIER : « Oui tous les cars doivent se rendre à la halte routière. »

Monsieur FOURNEL : « Ne pourrait-on pas étudier la possibilité de mettre en place un arrêt intermédiaire entre le lotissement des Machottes et la halte routière ? »

Monsieur SAULNIER : « Cette question a déjà été évoquée en réunion avec la Direction des Routes. Il n'y a pas assez d'usagers pour créer ce service. »

Monsieur FOURNEL : « Il y avait une pétition faite à ce propos »

Monsieur SAULNIER : « Effectivement, et c'est la raison pour laquelle, nous avons pris contact avec la Direction des Routes. On leur a demandé d'étudier un rétrécissement de la Route de Vins, sur sa partie rectiligne, afin de limiter la vitesse. »

Monsieur FOURNEL : « Il faudrait envisager de repousser la limite d'agglomération jusqu'au lotissement des Machottes pour être maître de toute la Route de Vins. »

Monsieur NAL : « Mais ensuite il faudra entretenir la route au frais de la commune. »

Monsieur SAULNIER : « Il a été évoqué, et la commission sécurité va étudier ce projet, de repousser le panneau d'une centaine de mètres afin d'ajouter un ralentisseur. Mais l'endroit critique est le pont de la déviation. Il faudrait ralentir la vitesse à ce niveau. »

Madame PASQUET : « Pour en revenir au transport scolaire, nous avons pointé tous les jours dans le car les enfants présents et on a constaté que sur 27 inscrits nous n'avons que 17 élèves. »

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 al. 7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**DECIDE** d'instaurer une participation financière des familles aux frais de transport scolaire de leurs enfants dès la rentrée scolaire 2015/2016,

**INDIQUE** que les tarifs suivants seront appliqués en fonction du quotient familial de chaque famille, soit :

### -pour les élèves des lycées et collèges :

- Quotient familial inférieur à 300 €.....Tarif 1 soit 55 €
- Quotient familial compris entre 300 et 600 €.....Tarif 2 soit 60 €
- Quotient familial supérieur à 600 €.....Tarif 3 soit 65 €

### -pour les élèves de l'élémentaire :

- Quotient familial inférieur à 300 €.....Tarif 1 soit 55 €
- Quotient familial compris entre 300 et 600 €.....Tarif 2 soit 60 €
- Quotient familial supérieur à 600 €.....Tarif 3 soit 65 €



DECIDE de ne plus assurer le transport scolaire pour les élèves de maternelle à compter de la rentrée scolaire 2015/2016,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour la mise en application de ces décisions.

DEMANDE à Monsieur le Maire et à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires et à l'Enfance, de procéder à l'information des familles dans les meilleurs délais possibles.

**5-5 - Fédération des Œuvres Laïques (F.O.L.) - Convention de mise à disposition de locaux pour l'organisation de stages BAFA et BAFD**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Fédération des Œuvres Laïques du Var se propose d'organiser sur la Commune des formations « BAFA/BAFD » à raison de deux semaines dans le courant de l'automne 2015. Pour cela, elle sollicite la mise à disposition d'un local communal. Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires scolaires et à l'Enfance.

Madame PASQUET indique que la « F.O.L. 83 » pourrait disposer des locaux du Centre de Loisirs situé quartier « Le Petit Baou », de la salle du préfabriqué de l'Ecole Élémentaire, du terrain engazonné adjacent et du plateau scolaire d'éducation sportive. Elle donne lecture d'un projet de convention de mise à disposition de ces locaux qui prévoit le versement d'une participation de 500 € la semaine.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme PASQUET,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la convention de partenariat à passer entre la Commune et la Fédération des Œuvres Laïques pour la mise à disposition de locaux communaux

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

---oOo---

Le Conseil Municipal remercie Madame PASQUET pour son investissement et l'excellent travail réalisé sur tous les points évoqués.



## 6 - Personnel communal

### 6-1 - Modification des caractéristiques du temps de travail des agents en C.D.D.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération du 10 décembre 2014, deux emplois en contrat à durée déterminée ont été créés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Il donne la parole à Madame Patricia INGRASSIA, désigné par M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal, pour présenter cette question à l'assemblée délibérante. Mme INGRASSIA indique que dans le texte de la délibération du 10 décembre 2014 s'est produite une erreur car il y est indiqué que ces emplois d'Adjoint d'Animation de 2<sup>ème</sup> classe et d'Adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe étaient à temps partiel alors que cette disposition n'est valable que pour les agents titulaires et non pour les contractuels.

En conséquence, il demande au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à la modification de cette délibération quant au temps de travail des contractuels embauchés qui travailleront donc à temps non complet.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Patricia INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la modification de la dénomination du temps de travail effectué par les deux agents contractuels embauchés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, soit à temps non complet et non pas à temps partiel.

### 6-2 - Contrats de saisonniers pour l'été

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que chaque été, vu les congés octroyés aux agents titulaires et au surcroît de travail constaté, il est nécessaire d'embaucher des saisonniers.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN désignée par M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel communal, qui propose la création de 3 postes de saisonniers à temps complet, en juillet et août 2015, soit :

- un adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe pour l'accueil de la Mairie
- un adjoint du Patrimoine de 2<sup>ème</sup> classe pour la Médiathèque et le Point Accueil
- un adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe pour le service de nettoyage des locaux communaux

Il précise que ces emplois seront d'une durée de trois fois trois semaines et que chaque période de trois semaines sera exécutée par un saisonnier différent, d'où l'embauche successive de 3 personnes et donc un emploi saisonnier donné à 9 jeunes sur l'été.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Julie BREBAN, Adjointe,

Sur proposition de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au personnel communal,

Considérant l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 stipulant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Considérant le surcroît de travail incombant aux divers services municipaux l'été,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

DECIDE, pour le bon fonctionnement des services, de créer les emplois suivants, en contrat à durée déterminée (saisonniers), à temps complet, pour chaque mois de la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août 2015 :

- un adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe pour l'accueil de la Mairie
- un adjoint du Patrimoine de 2<sup>ème</sup> classe pour la Médiathèque le Point Accueil
- un adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe pour le service de nettoyage des locaux communaux (avec un roulement d'un agent par emploi et par période de 3 semaines).

INDIQUE que le traitement des Agents sera basé sur celui du 1<sup>er</sup> échelon des grades d'Adjoint Administratif de 2<sup>ème</sup> classe, d'Adjoint Technique de 2<sup>ème</sup> classe, et d'Adjoint du Patrimoine de 2<sup>ème</sup> classe (IB 340- IM 321).

CHARGE Monsieur le Maire de procéder par arrêté à la nomination des personnes qualifiées sur ces postes et lui laisse toute latitude pour convoquer et s'entretenir avec les candidats

PRECISE que les crédits nécessaires à la rémunération de ces emplois sont prévus au budget 2015 (chapitre 012).

**7 - Acquisitions de véhicules (berline et camion) et de matériel (radar pédagogique, vitrines d'affichage, barrières avec balconnières et miroir de circulation, mobilier scolaire et pour la médiathèque)**

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que d'une part, les divers services communaux doivent être dotés de nouveau matériel pour exercer de façon optimum leur travail, et que, d'autre part, l'aménagement de la Commune nécessite quelques investissements au titre d'acquisition d'équipements.

Il donne la parole à chacun de ses Adjointes délégués concernés. Un détail est donné pour le matériel commandé ou à commander.

M. DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux :

- un véhicule RENAULT Mégane berline pour la Mairie pour 13.458 €
- un camion RENAULT Daily pour les services techniques pour 36.695 €
- 10 vitrines d'affichage pour 4.212 €

M. CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement :

- 40 barrières avec balconnières pour 11.505 €
- des tables de pique-nique, des bancs, des corbeilles (pour le jardin public) pour 4.350 €
- des tentes chapiteaux pour les festivités pour 3.396 €



Mme INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture :

- 1 chariot présentoir à livres pour la Médiathèque à 598 €

Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires :

-Du mobilier pour une salle de classe de maternelle pour 1.720 €

-Du mobilier et du matériel pour l'ensemble de l'école maternelle pour 1.500 €.

Elle propose à l'assemblée délibérante que ce montant de 1.500 € représente le forfait annuel pour chacune des deux écoles.

M. VERDON, mandaté par M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité :

-un radar mobile pour 9.937 €

« Je voudrais faire un rappel sur la dotation « Amendes de Police » obtenue à hauteur de 9.000 € pour la mise en place d'un radar pédagogique, envisagée par la commission « sécurité », vu l'incivilité routière. Cette dotation provient d'un produit de verbalisation à l'échelon nationale (750.000 €), divisé en 4 : un quart pour l'Etat, un quart pour les Transports, un quart pour les Régions et un quart pour la verbalisation automatisée. Cette part de 25 % versée aux Régions est répartie par celles-ci parmi les Départements qui déclinent auprès des Communes.

Pour en revenir à la proposition d'installer un radar pédagogique, la commission a désigné M. GIRAUD, M. FOURNEL et moi-même pour aller voir les points sensibles sur la Commune. Il est

proposé de n'acheter qu'un seul radar pour l'instant, sachant qu'il est amovible et donc peut être implanté sur un autre site au bout d'un certain temps. On pourra ainsi faire un contrôle de vitesse, un comptage des véhicules, des statistiques diverses et des données qui permettront de prévoir des actions plus précises dans le temps. Le radar sera implanté sur les axes d'entrée de la Commune. Il pourra être paramétré au niveau de la vitesse (50 km/h, 70 km/h....). L'objectif est de fournir une analyse routière sur l'ensemble du réseau routier et pouvoir apporter une réponse visible à l'ensemble des riverains qui sont situés à proximité. Les récalcitrants seront aussi enregistrés avec les heures récurrentes des délits. On pourra alors faire intervenir la police municipale avec les jumelles prêtées par Brignoles pour verbaliser. Cinq embases ont été implantées. Le radar doit être positionné à 70 m d'une ligne droite. Les implantations ont été faites en présence de M. GIRAUD, d'un responsable de la Direction des Routes et de la sécurité routière qui nous a conseillé sur divers points, et de deux agents des services techniques (MM AUBERT et BAILLY). Les emplacements sont :

- route de Vins, au niveau du n° 570

- route de Brignoles au niveau du lotissement de « La Mueye » à 10 m environ après passage protégé en direction du VAL

- route de Brignoles à 30 m environ du passage protégé en direction de Brignoles

- route Bras au niveau de la propriété NICOLAS

- route de Barjols au niveau du terrain Chabas à 20 m avant le petit pont

- route de Carcès à 2 m du panneau d'agglomération de l'entrée du VAL.

Au niveau de l'avenue Jean Moulin seront implantés deux grands panneaux triangulaires de signalisation avec le même fonctionnement que les radars. A la détection de l'arrivée d'un véhicule, un gros flash sera activé.

M. FOURNEL : « En commission nous avons décidé que la première implantation serait sur la route de Vins par rapport à la pétition et aussi à la dangerosité de cet axe routier. »

M. SAULNIER : « Les données recueillies pourront être utiles lors de nos interventions auprès du Conseil Départemental avec un rapport établi par la commission. »

-10 coussins berlinois pour 9.500€

M. KINET : « J'aimerais qu'on vote séparément les radars et les coussins. J'ai en effet un gros problème par rapport aux coussins. Tous les ralentisseurs qui sont installés sur la commune sont hors réglementation. J'aimerais donc pouvoir m'abstenir pour le vote des coussins. Cela fait 6 mois que je m'exprime auprès de M. Xavier GIRAUD à ce sujet en lui demandant de vérifier sur place les caractéristiques de ces coussins mais rien n'est fait. »

M. SAULNIER : « Effectivement, à un endroit sur la Commune, les coussins berlinois ne sont pas conformes mais ils ont été placés par la municipalité précédente. Ceux qui vont être mis en place seront conformes. »

M. KINET : « Je suis désolé mais on en a mis en place récemment au lotissement « Ste Anne » et sur le chemin du Val d'Anguille (où ils sont tout à fait inutiles d'ailleurs car en sommet de côte et avec une voie étroite) et ils ne sont pas conformes. »

M. SAULNIER : « C'est la municipalité précédente qui les a implantés. »

M. VERDON : « Pour en revenir aux coussins berlinois et aux implantations proposées par la commission « sécurité », il y a :

- chemin du Val d'Anguille au niveau des containers vers le chemin des Laurons
- chemin du Val d'Anguille à 10 m avant le n° 538 en direction de la route de Vins
- chemin de St Georges à 15 m après le n° 132-134
- chemin de St Georges à 50 m avant la propriété La Bilochère

- rue du 11 Novembre au niveau de la maison Gassier

Certains paramètres ont été pris en compte par rapport à la distance afin d'éviter qu'une voiture puisse passer à cheval sur le ralentisseur et frotter le mur de la propriété à côté. S'il y avait trop d'espace, le panneau de signalisation serait implanté à cet endroit pour rétrécir la voie. »

M. FOURNEL : « Sur le chemin du Val d'Anguille, deux coussins avaient été implantés par l'ancienne municipalité au niveau de la propriété RAFFAELE. Au niveau des n° 132-134 du chemin de St Georges, un poteau devra être placé pour préserver le mur de la propriété riveraine. »

M. LANGE : « Je m'abstiens car je suis contre l'implantation de coussins berlinois sur les chemins communaux car les riverains se plaignent dans un premier temps que leur chemin est en mauvais état puis quand le tapis est refait, ils se plaignent de la vitesse ! Alors je ne suis pas d'accord ! Sur le chemin de St Georges, il y a 30 maisons environ, c'est un cul de sac, alors les riverains peuvent prendre leurs responsabilités. Ce n'est pas à la commune de dépenser de l'argent, on a déjà pris en charge la réfection de la chaussée. Et ensuite ce sera quoi ? L'éclairage public ? La balayeuse devant leur portail ? Les gens sont trop assistés et ça suffit ! Finalement, je voterai même contre. »

Mme BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances :

-du matériel divers pour les services administratifs et de police pour 1.410 € (2 scanners, 2 aspirateurs bidon, 1 armoire, 2 tables, 2 fauteuils, 1 vestiaire).

Mme BREBAN propose qu'un montant soit défini pour éviter de présenter à chaque réunion du Conseil Municipal les petites acquisitions. On en discutera en commission des Finances.

M. KINET : « Je ne comprends pas pourquoi on procède ainsi vu la délégation donnée à M. le Maire par le Conseil jusqu'à hauteur de 90.000 €. On peut avoir une transparence d'une autre façon avec une liste de ce qui a été acheté donnée à chaque Conseiller et cela suffit pour la transparence. Sinon on va tourner au ridicule ! On a autre chose à faire ! »

M. FOURNEL : « Nous sommes d'accord. »

Mme BREBAN : « A chaque réunion, on dresse la liste des acquisitions et on la propose. »



## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé des Adjointes délégués,

Après en avoir délibéré,

A la majorité :

**2 CONTRE** : MM. FOURNEL et GAULET, pour toutes les acquisitions présentées car connues à posteriori (après livraison) sauf celles relatives au matériel pour le jardin public (bancs et tables de pique-nique) et celles concernant les écoles car pas encore commandées,

**1 CONTRE** : M. LANGE à propos de la commande de coussins berlinois car opposé à leur mise en place sur les chemins communaux,

**1 ABSTENTION** : M. KINET opposé à l'installation de coussin berlinois sans en avoir auparavant vérifié la conformité,

**APPROUVE** les acquisitions listées par les Adjointes

**APPROUVE** le forfait annuel de 1.500 € pour l'acquisition de matériel de chacune des deux écoles,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder aux démarches nécessaires à la réalisation des commandes en question

**AUTORISE** Monsieur le Maire à ordonnancer les dépenses inhérentes

**INDIQUE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2015 (chapitre 21)

### **8 - Indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) pour 2014 - Exercice 2015**

Monsieur le Maire donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires,

Mme PASQUET donne lecture du courrier reçu le 5 mai 2015 de la Préfecture du Var et relatif à l'indemnité représentative de logement pour 2014.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code de l'Education,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la circulaire ministérielle du 11 novembre 2007,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Education Nationale acceptant que le montant de l'indemnité représentative de logement des instituteurs soit fixé à 3.446,85 € pour l'année 2014,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**ACCEPTE** que l'indemnité de logement 2014, à verser aux Instituteurs non logés par la Commune, soit fixée à 3.446,85 €.

**ACCEPTE** que la différence entre la dotation de l'Etat et le montant de l'indemnité soit supportée par le Budget Communal

**PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2015 (chapitre 65).

## 9 - Décisions modificatives au budget 2015

### -Budget du Service Public de l'Eau Potable :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour mettre en conformité les chapitres d'ordre dépenses/recettes relatifs aux amortissements des subventions dans le budget du Service Public de l'Eau Potable.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui détaille la décision modificative n° 1 proposée :

- compte 777 (chapitre 042) - Quote-part subventions investissement.... + 0,10 €
- compte 70128 (chapitre 70) - Autres taxes..... - 0,10 €

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** la décision modificative n° 1 proposée pour le Budget du Service Public de l'Eau Potable 2015 par Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.

### -Budget du Service Public de l'Assainissement :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour mettre en conformité les chapitres d'ordre dépenses/recettes relatifs aux amortissements des subventions dans le budget du Service Public de l'Assainissement.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui détaille la décision modificative n° 1 proposée :

- compte 6811 (chapitre 042) - Amortissement immobilisations.... - 0,03 €
- compte 673 (chapitre 67) - Titres annulés..... + 0,03 €

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** la décision modificative n° 1 proposée pour le Budget du Service Public de l'Assainissement 2015 par Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances.



**10 - Question écrite de M. TORRESILLA concernant les travaux d'embellissement de façades et le périmètre concerné dans le centre ville (aide financière de la C.C.C.P.)**

M. Le Maire,

*Le 22 Septembre 2014, le conseil communautaire du Comté de Provence a décidé de reconduire pour trois ans, la procédure permettant d'accorder des subventions d'équipement aux particuliers réalisant des travaux d'embellissement de façades. Ces travaux doivent impérativement se situer dans le périmètre des centres anciens et cœurs de village.*

*Par délibération du conseil municipal, chaque commune devra fournir la liste des rues comprises dans ce périmètre ainsi qu'un plan du périmètre. Seules les habitations comprises dans ce périmètre sont éligibles à l'aide financière.*

*Pouvez vous me confirmer que le conseil municipal du Val a, par le passé, déjà établi ce périmètre, sachant que ce dispositif d'embellissement est déjà ancien ? N'est-il pas nécessaire de le réactualiser aujourd'hui ?*

*Respectueusement.*

*Claude TORRESILLA.*

M. le Maire indique que le périmètre, défini par une délibération du Conseil Municipal d'une précédente municipalité, est toujours en vigueur et qu'il n'est nullement besoin de le réactualiser.

Une demande d'un particulier a d'ailleurs été instruite courant 2014 et l'aide financière de la C.C.C.P. a été accordée sans problème. Il confirme que le plan et la liste des rues concernées sont bien annexés à cette délibération.

**11 - Présentation du nouveau site internet officiel de la Commune**

Madame Annette PASQUET, Adjointe désignée pour gérer les informations à mettre en ligne sur le site officiel de la Commune, tient à présenter à l'assemblée le nouveau site créé par M. Michaël AUBERT, Informaticien et Infographiste communal.

Mme PASQUET lui avait fait part de ses attentes qui ont été intégralement prises en compte, en plus des améliorations techniques apportées à cet outil de communication très convivial. Le Conseil Municipal fait part de son contentement unanime à ce propos.

**12 - Questions orales**

Mme INGRASSIA : « Je souhaitais intervenir suite aux propos tenus lors de la dernière réunion du Conseil Municipal ayant pour objet l'attribution des subventions. J'avais été hésitante et dubitative quand il a été annoncé que l'association « So Dance » n'existait plus et qu'elle avait fusionné avec une autre association. Je vous précise que c'est « Expression Corporelle » qui n'existe plus et qui a fusionné avec « Scool Dance ». « So Dance » existe toujours et intervient dans une salle du complexe de « La Roguère ».

D'autre part, je vous remets ce soir le programme des festivités et manifestations organisées jusqu'à fin juin. Je vous demanderais de participer à toutes les actions menées notamment par les associations afin de mieux en connaître les objectifs et les activités au sein du village. Tous les trimestres, ce type de dépliant vous sera adressé pour information. »

-----

M. FOURNEL : « J'avais évoqué à plusieurs commissions le problème posé par l'évolution du marché hebdomadaire du vendredi et pour savoir si éventuellement un vice-président serait d'accord pour intégrer cette problématique au sein de sa commission afin d'y réfléchir. »

M. SAULNIER : « Cette démarche a été entreprise. Mme Jacqueline TURINELLI, 1<sup>ère</sup> Adjointe, a été récemment chargée de réorganiser le marché, sous réserve des demandes reçues et des objections et propositions des commerçants actuels et à venir. Une analyse sera faite et sera soumise au Conseil Municipal. »

Mme TURINELLI : « Le cahier des charges et le règlement du marché sont en cours d'études pour améliorations et adaptations. »

-----

M. PAZ : « A-t-on eu une réponse de la SEERC à propos du prix de l'eau sur l'ensemble des communes des alentours ? »

M. SAULNIER : « Non, pas pour l'instant. On va relancer le Responsable. »

-----

LA SEANCE EST LEVEE A 23h00.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

LE MAIRE,

Patricia INGRASSIA



Bernard SAULNIER

